

Affaire Casino - Le peuple Uru-Eu-Wau-Wau rejoint l'action en justice

Paris / Bogota / Sao Paulo – 12 janvier 2023 - **Alors qu'une audience se tiendra ce jour dans l'affaire Casino liée à la déforestation et à l'accaparement des terres des peuples autochtones, l'association Jupaú, représentante du peuple autochtone Uru-EU-Wau-Wau, a officiellement annoncé sa volonté de rejoindre la coalition internationale d'organisations ayant engagé une action en justice contre la chaîne de supermarchés.**

Le 3 mars 2021, [une coalition d'organisations](#) de défense des droits de peuples autochtones brésiliennes et colombiennes (COIAB, CPT, FEIPA, FEPOIMT et OPIAC) ainsi que des associations internationales (Canopée, Envol Vert, FNE, Mighty Earth, Notre Affaire à Tous et Sherpa) ont assigné en justice la chaîne de supermarchés pour manquement à son devoir de vigilance. Elles reprochent à Casino de ne pas avoir pris les mesures nécessaires pour exclure de sa chaîne d'approvisionnement au Brésil et en Colombie la viande bovine liée à la déforestation illégale, à l'accaparement de terres et aux atteintes aux droits des peuples autochtones.

Il y a quelques mois, le Centre pour l'Analyse des Crimes Climatiques (CCCA) dévoilait dans [un rapport les ravages provoqués par l'élevage bovin sur le territoire autochtone du peuple Uru-Eu-Wau-Wau](#). 25 482 bovins y sont présents illégalement et 13 411 hectares de forêts ont été déboisés pour le pâturage, soit davantage que la superficie de la ville de Paris.

Grâce à des documents officiels de transport d'animaux, trois fermes illégales localisées dans le territoire autochtone Uru-Eu-Wau-Wau ont été identifiées comme connectées à la chaîne d'approvisionnement d'un abattoir de l'entreprise brésilienne JBS qui fournissait les magasins du groupe Casino au Brésil.

Au vu de ce constat, le peuple Uru-Eu-Wau-Wau demande, par cette intervention, la réparation des dommages environnementaux et des violations des droits humains causés par la déforestation illégale et l'élevage bovin. Il apporte également des nouveaux éléments soulignant les liens avec le groupe Casino qui aurait manqué à son devoir de vigilance.

La population non indigène a établi un premier contact avec le peuple Uru-Eu-Wau-Wau en 1981, ce qui a entraîné d'importantes pertes au sein de la communauté, la réduisant à quelques centaines d'individus. Depuis, ils se battent pour préserver leur territoire et leur patrimoine culturel, qui s'étend sur plus de 18 000 km², partagés avec d'autres tribus, y compris des peuples isolés. Bien qu'ils aient des droits légaux sur leurs terres, ils sont constamment menacés, notamment par les éleveurs de bétail.

Bitaté Uru-Eu-Wau-Wau, représentant du peuple Uru-Eu-Wau-Wau espère « que le cas Casino puisse servir d'exemple à d'autres entreprises, et qu'il contribue à réduire la déforestation en Amazonie et à garantir les droits des peuples autochtones ».

CONTACTS PRESSE :

Sherpa - Dorine Planté - +33 6 42 65 09 14 - dorine.plante@asso-sherpa.org (FR/EN)

Envol Vert - Audrey Benard - +33 6 81 25 48 64 - communication@envol-vert.org (FR/EN)

Global Alliance of Territorial Communities - Andrea Rodriguez - arodriguez@globalalliance.me -+591 76273793 (ES/EN)

Mighty Earth - Boris Patentreger - +33 7 76 07 44 19- boris@mightyearth.org (FR/ES/EN)

Notre Affaire à Tous - Abdoulaye Diarra - +33 7 82 21 38 90 - communication@notreaffaireatous.org (FR/EN)

Comissão Pastoral da Terra (CPT) - Xavier Plassat - +55 63 99221-9957 - xplassat@gmail.com (FR/EN/PT)